CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS

ARRET

n°26855 du 30 avril 2009
dans l'affaire X / III

En cause : X

Domicile élu : X

contre :

l'Etat belge, représenté par le Ministre de l'Intérieur,
et désormais par la Ministre de la Politique de migration et d'asile.

LE PRESIDENT F.F. DE LA IIIe CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 12 février 2009 par Mme X, qui déclare être de nationalité arménienne, qui demande la suspension et l'annulation de l'ordre de quitter le territoire pris le 2 juillet 2007.

Vu le titre Ier bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu la note d'observations.

Vu l'ordonnance du 27 mars 2009 convoquant les parties à comparaître le 28 avril 2009.

Entendu, en son rapport, Mme E. MAERTENS, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me A. HENDRIKX loco Me N. DE WINT, avocat, qui comparait pour la partie requérante, et Me E. MOTULSKY loco Me F. MOTULSKY, avocat, qui comparait pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Rétroactes.

1.1. La requérante a déclaré être arrivée en Belgique le 14 mars 2007.

Le 22 mars 2007, elle a demandé la reconnaissance de la qualité de réfugié. Le 4 avril 2007, l'Office des Etrangers a pris à son égard une décision de refus de séjour avec ordre de quitter le territoire. Le 4 juin 2007, le Commissaire Général aux Réfugiés et aux Apatrides a pris à son égard une décision de refus du statut du réfugié et refus du statut de protection subsidiaire.

1.2. Le 2 juillet 2007, la partie défenderesse a pris à l'égard de la requérante un ordre de quitter le territoire – annexe 13 quinquies, lequel a été notifié le 9 juillet 2007.

Cet ordre, qui constitue l'acte attaqué, est motivé comme suit :

« MOTIF DE LA DECISION :

En exécution de l'article 7, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, il est enjoint à l'intéressé(e) de quitter le territoire dans les 15 (quinze) jours. »

1.3. Le 26 novembre 2007, par son arrêt 3977, le Conseil du Contentieux des Etrangers a rejeté le recours introduit par la requérante à l'encontre de la décision du Commissaire Général aux Réfugiés et aux Apatrides.

1.4. Par un courrier du 3 janvier 2008, la requérante a introduit une demande d'autorisation de séjour fondée sur l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, complétée par un courrier du 4 février 2008.

1.5. Le 13 janvier 2009, la partie défenderesse a instruit la commune d'Ostende de retirer l'annexe 35 de la requérante et de lui accorder un nouveau délai de 15 jours pour quitter le territoire, suite à la constatation de la clôture définitive de la procédure d'asile.

2. Recevabilité ratione temporis.

2.1. Dans sa note d'observations, la partie défenderesse postule l'irrecevabilité de la requête eu égard à la tardiveté de celui-ci. Elle soulève que « la requérante semble opérer une confusion entre la date à laquelle l'ordre de quitter le Royaume fit l'objet d'une prolongation, à savoir effectivement le 28 janvier 2009 jusqu'au 12 février 2009 d'une part, et d'autre part, la date concrète à laquelle l'annexe 13 quinquies fut notifiée à la requérante, la partie adverse se référant, quant à ce, à l'instrumentum notifié à la requérante et dont il apparaît que ladite notification semble avoir eu lieu le 9 juillet 2007 ».

2.2. En l'espèce, le Conseil rappelle, à titre liminaire, qu'en vertu de l'article 39/57, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, l'introduction d'un recours auprès du Conseil de céans doit intervenir dans les trente jours suivant la notification de la décision attaquée. Le Conseil rappelle également que ce délai est d'ordre public et qu'il ne peut y être dérogé que si une situation de force majeure peut être justifiée, étant entendu que cette force majeure ne peut résulter que d'un événement indépendant de la volonté humaine n'ayant pu être ni prévu, ni conjuré et, par conséquent, inconciliable avec une négligence ou un défaut de précaution dans le chef de la partie requérante (CCE, arrêt 13352 du 27 juin 2008).

En l'occurrence, le Conseil constate que la requête introductive d'instance lui est parvenue sous deux plis recommandés portant la date du 12 février 2009. Le Conseil relève que cette requête mentionne être dirigée à l'encontre « de beslissing van 2 september 2007, waarbij zij het bevel gegeven wordt binnen vijftien dagen het grondgebied van België evenals het grondgebied van Duitsland, Frankrijk, Luxemburg, Nederland, Portugal, Spanje, Italië, Griekenland, Oostenrijk, Finland, IJsland Noorwegen, Zweden en Denemarken te verlaten, zoals verlengd middels een formulier annexe 13 Quinquies tot de datum van 12 februari 2009 ».

Or, force est de constater, au vu des pièces du dossier administratif, que la décision entreprise, décision du 2 juillet 2007 et non du 2 septembre 2007, a, ainsi que le soutient la partie défenderesse dans sa note d'observations, été valablement notifiée à la requérante le 9 juillet 2007, et non pas le 12 février 2009 comme indiqué erronément dans l'acte introductif d'instance. Le délai prescrit pour saisir le Conseil d'un recours en annulation commençait dès lors à courir le 3 juillet 2007 et expirait le 2 août 2007. Par conséquent, et dans la mesure où la partie requérante ne produit aucun indice, élément ou document susceptible d'établir que le défaut de réception de sa requête par la juridiction de céans endéans le délai légal imparti est imputable à une cause de force majeure, le Conseil estime que le recours doit être déclaré irrecevable en raison de son caractère tardif.

Le Conseil précise également que le fait que la date du 12 février 2009 corresponde, en réalité, à la date à laquelle a été effectuée la prorogation de l'ordre de quitter le territoire (annexe 13quinquies) dont il a été fait mention ci avant, au point 1.5. de l'exposé des faits utiles à l'appréciation de la cause, n'énerve en rien cette conclusion. En effet, dès lors qu'elle consiste en une mesure de pure exécution d'une décision administrative antérieure étant, *in casu*, l'ordre de quitter le territoire notifié le 9 juillet 2007, la prorogation du délai imparti pour quitter le territoire, au demeurant favorable à la requérante, ne constitue pas un acte susceptible de recours (C.E., arrêt n°50.382 du 24 novembre 1994, arrêt n°63.104 du 18 novembre 1996 et arrêt n°63.704 du 19 décembre 1996), de sorte qu'elle ne saurait avoir pour effet ni d'ouvrir un délai de recours, ni même de prolonger le délai imparti pour entreprendre la décision initiale dont elle ne constitue qu'une modalité d'exécution.

2.3. Il s'ensuit qu'introduit en dehors du délai de trente jours précité, le recours est irrecevable *ratione temporis*.

3. Les débats succincts suffisant à constater que la requête en annulation ne peut être accueillie, il convient d'appliquer l'article 36 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers.

4. La requête en annulation étant rejetée par le présent arrêt, il n'y a plus lieu de statuer sur la demande de suspension.

**PAR CES MOTIFS,
LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :**

Article unique.

La requête en suspension et en annulation est rejetée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique de la IIIe chambre, le trente avril deux mille neuf par :

Mme E. MAERTENS, juge au contentieux des étrangers,

Mme J. MAHIELS, greffier assumé.

Le Greffier,

Le Président,

J. MAHIELS.

E. MAERTENS.